



MONTUSSAN

**COMPTE-RENDU
DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 16 MAI 2019**

L'an deux mille dix-neuf et le seize mai à 18h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur DUPIC Frédéric, Maire.

Date de la convocation : 9 mai 2019

Etaient présents :

Mesdames FONTENEAU Sylvie, ROBERT Maryse, LAURENT Maria Concepción, RIESCO Barbara, CHAZELLE Pascale, BOULDE Fleur, MILLARD Catherine, FRANCKE Nicole ;
Messieurs DUPIC Frédéric, SEURIN Alban, DUCONGER Jean-Loup, MARTIN Isidro, CHIRON Patrice, LABROUQUERE Marc, BERNARD Jean-Luc, ARNATHAU Claude.

Etaient absents :

Mesdames JEAN-THEODORE Corinne, CHANSARD Nathalie, DUARTE Cristina ;
Messieurs MARTIN José, RICHER Claude, PERRUC François, MARTY Jean-Luc ;

Procurations :

Monsieur MARTIN José donne procuration à Monsieur MARTIN Isidro.
Madame CHANSARD Nathalie donne procuration à Madame BOULDE Fleur.
Madame JEAN-THEODORE Corinne donne procuration à Madame ROBERT Maryse.

Madame FONTENEAU Sylvie a été nommée secrétaire de séance.

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 20 mars 2019

Le compte-rendu de la séance du 20 mars 2019 est accepté et voté à l'unanimité des présents.

2. Etat des décisions prises par Monsieur le Maire en application de l'article L2122-22 du C.G.C.T.

Monsieur le Maire propose de ne pas donner lecture de l'état des décisions prises, ce qui est accepté par les membres du Conseil Municipal.

3. PRESCRIPTION DE LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le Maire rappelle que le Plan Local d'Urbanisme de la commune, adopté en 2007 et révisé en 2010, nécessite une forte actualisation et qu'il convient de délibérer afin de lancer la procédure de révision, d'en définir les objectifs et les modalités de concertation et donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 2019-14 : PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 101-1 à L. 101-3, L. 103-2 à L. 103-6, L. 104-2, L. 132-1 et suivants, L. 151-1 et suivants, L. 153-1 et suivants, R. 132-1 et suivants ;

Monsieur le Maire expose que le Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 1^{er} mars 2007 et modifié le 27 avril 2010, actuellement opposable aux tiers sur le territoire communal ne correspond plus aux nouveaux enjeux et objectifs d'aménagement et de développement de la commune, notamment au regard des nouvelles dispositions réglementaires.

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune de reconsidérer le contenu du Plan Local d'Urbanisme. En vue de favoriser le renouvellement urbain et préserver la qualité architecturale et l'environnement, il importe que la commune réfléchisse sur ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable. Il apparaît nécessaire de redéfinir clairement l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

DE PRESCRIRE LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) sur l'ensemble du territoire communal pour répondre aux objectifs suivants :

Actualiser le document d'urbanisme au regard des évolutions législatives récentes et notamment la loi portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II), la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) et la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN).

Conserver l'identité de la commune en préservant et en mettant en valeur les cadres de vie, les paysages et les milieux naturels.

Maîtriser et structurer le développement urbain à court et long terme, en cohérence avec les équipements et services publics présents sur la commune, et avec les besoins démographiques et économiques du territoire.

Revoir la politique d'accueil de logements, en adéquation avec les prescriptions du SCoT qui prévoit entre 180 et 220 logements par an pour le territoire de la Communauté de Communes du secteur de Saint Loubès d'ici 2030.

Diversifier l'offre de logements, en particulier par la production d'une part de logements locatifs dont une proportion de sociaux.

Modérer la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers en intensifiant l'urbanisation des secteurs déjà construits au travers d'une démarche participative de type BIMBY.

Prévoir une réflexion globale et transversale sur le devenir du centre bourg pour favoriser son animation.

Définir une stratégie de développement économique permettant de valoriser le potentiel foncier le long de la RN 89.

Analyser, sur la base de l'inventaire des capacités de stationnement des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités, les problématiques liées aux déplacements et au stationnement, notamment en privilégiant les modes doux pour relier les différents quartiers et équipements publics en toute sécurité pour les usagers.

QUE LA CONCERTATION PREVUE AUX ARTICLES L. 103-2 A L. 103-6 DU CODE DE L'URBANISME SERA MENEÉE PENDANT TOUTE LA DURÉE DE LA REVISION SELON LES MODALITÉS SUIVANTES :

- Ouverture d'un registre d'observations et de propositions accessible pendant les heures d'ouverture de la mairie, tout au long de la procédure de révision.

- Des informations régulières seront diffusées dans le bulletin municipal, sur le site internet de la commune et par affichage, sur l'évolution du document d'urbanisme et l'avancement des études.

- Organisation d'au moins deux réunions publiques dont la date, le lieu et l'heure seront communiqués au public par voie de presse et d'affichage en mairie.

- Organisation d'ateliers de concertation avec les habitants (démarche de type Bimby).

D'ASSOCIER l'État, et de consulter toute personne publique ou organisme, dès lors qu'ils en auront fait la demande selon les conditions définies aux articles L. 132-7 à L. 132-13 et R. 153-2 et R. 153-5 du code de l'urbanisme ;

DE DONNER autorisation à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la révision du P.L.U. ;

DE SOLLICITER l'État afin qu'une dotation, au titre des articles L. 132-15 du code de l'urbanisme, soit allouée à la commune pour participer au financement des frais matériels et d'études nécessaires à la révision du P.L.U. ;

DIT que les crédits destinés au financement des dépenses sont inscrits au budget investissement de l'exercice 2019 (chapitre 20, article 202).

Conformément aux articles L.132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet ;
- au président du conseil régional ;
- au président du conseil départemental ;
- au représentant de la chambre d'agriculture ;
- au représentant de la chambre des métiers ;
- au représentant de la chambre de commerce et d'industrie ;
- au représentant de l'E.P.C.I. compétent en matière de P.L.H. et dont la commune est membre ;
- au président de l'établissement public chargé de l'élaboration et du suivi du SCoT dans le périmètre duquel est comprise la commune ;

En application de l'article R. 113-1 du code de l'urbanisme, elle sera en outre adressée pour information au centre national de la propriété forestière.

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département.

Le dossier peut être consulté en mairie.

4. DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COMMUNES POUR L'ANNEE 2019

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Départemental attribue au niveau de chaque canton une subvention au titre du F.D.A.E.C. (Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes) et propose de faire porter la subvention pour 2019 sur des travaux de reprise de chaussées (Routes de Freyneau, de Peyron et du Courneau) ainsi que sur un busage de fossé et création de places de stationnement Route de la Cure.

DELIBERATION 2019-15 : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COMMUNES POUR L'ANNEE 2019

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Départemental attribue annuellement - au niveau de chaque canton - une subvention au titre du F.D.A.E.C. (Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes).

Chaque Conseiller Départemental procède ensuite à la répartition des crédits entre les communes de sa circonscription.

La commune de MONTUSSAN peut ainsi bénéficier d'une subvention d'un montant de 23 803 € pour la réalisation de ses projets d'investissement et de voirie.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter le F.D.A.E.C. pour les travaux de voirie programmés sur la commune et ce pour un montant total des travaux de 31 541.00 € H.T. Ces investissements concernent divers travaux de reprise de chaussées et un busage de fossé avec stabilisation d'accotement pour la création de places de stationnement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

DE SOLLICITER l'affectation du F.D.A.E.C. sur les travaux susvisés ;

D'ASSURER le financement de ce programme de la façon suivante :

Montant total de l'investissement : 31 541.00 € H.T.

Investissement financé comme suit :

F.D.A.E.C. au titre de l'année 2019 : 23 803.00 €

Le solde de cet investissement sera autofinancé, à savoir la somme de 7 738 € H.T.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches pour élaborer et transmettre le dossier de subvention, suivre son versement et procéder à la signature des documents s'y rapportant.

5. CREATION D'UNE PISTE CYCLABLE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

Monsieur le Maire indique la création d'une piste cyclable sur l'Avenue de Verdun (de la Route de la Chaise jusqu'au futur parking de covoiturage Route de la Loubère) et qui mènera jusqu'au supermarché Casino et sollicite ainsi une demande de subvention auprès du Département de la Gironde.

DELIBERATION 2019-16 : CREATION D'UNE PISTE CYCLABLE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

Résultat du vote :
• Pour : 19
• Contre : 0
• Abstention : 0

Monsieur le Maire rappelle le projet de création d'une piste cyclable sur la Route Départementale 115^E16 (ou Avenue de Verdun) de la route de la Chaise jusqu'au parking de covoiturage. Ce dernier sera situé à l'angle de l'Avenue de Verdun et de la route de la Loubère (sur la RD115^E16).

Il explique que les objectifs de cette action sont multiples :
permettre aux habitants de MONTUSSAN et des communes voisines de rallier l'aire de covoiturage nouvellement créée par le Département ou de bénéficier des bus Transgironde dont un arrêt y sera positionné ;

contribuer au désengorgement de la RN89 ;
poursuivre le développement des cheminements doux engagés sur la commune.

Le montant du projet est estimé à 43 035 € H.T., détaillé comme suit :

frais de maîtrise d'œuvre : 2 010 € H.T.

travaux : 41 025 € H.T.

Dans le cadre de l'action « report modale pour le déplacement des personnes » portée par le Département de la Gironde, ce projet est susceptible d'être subventionné à hauteur de 25 % de son montant H.T.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de solliciter une subvention auprès du Département de la Gironde pour la réalisation de cette piste cyclable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

DE REALISER les travaux présentés par Monsieur le Maire ;

DE CONSTATER que les crédits sont inscrits au budget primitif 2019 ;

DE DEMANDER une subvention au Département de la Gironde ;

D'ASSURER le financement de ce programme de la façon suivante :

Montant total de l'investissement : 43 035 € H.T.

Investissement financé comme suit :

Subvention du Département : 10 759 €

Le solde de cet investissement sera autofinancé, à savoir la somme de 32 276 € H.T.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches pour élaborer et transmettre le dossier de subvention, suivre son versement et procéder à la signature des documents s'y rapportant.

6. ECHANGE DE PARCELLES SISES ROUTE DE LA LAURENCE ET ROUTE DE TAILLEFER : CONSTATATION DE DESAFFECTATION DU DOMAINE PUBLIC, DECLASSEMENT ET AUTORISATION DE CESSIION ET D'ACQUISITION

DELIBERATION 2019-17 : ECHANGE DE PARCELLES SISES ROUTE DE LA LAURENCE ET ROUTE DE TAILLEFER : CONSTATATION DE DESAFFECTATION DU DOMAINE PUBLIC, DECLASSEMENT ET AUTORISATION DE CESSIION ET D'ACQUISITION

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Vu le code de la propriété des personnes publiques (CG3P),

Vu le code général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la voirie routière,

Considérant que la délibération numérotée 2018-48 en date du 27 septembre 2018 autorise un échange de parcelles entre la commune de MONTUSSAN et la SCI DOMAINE DE TAILLEFER et ce sans avoir préalablement procéder au déclassement des parcelles concernées ;

Monsieur le Maire rappelle le projet d'échange de parcelles avec la SCI DOMAINE DE TAILLEFER lequel peut se résumer ainsi :

Parcelles échangées par la commune pour une superficie totale estimée de 753 m². Ces parcelles ont intégré le domaine public communal suite à la rétrocession des voies de désenclavement de la RN 89 par l'Etat à la commune. Les parcelles concernées sont situées sur les bas-côtés de l'une de ces voies, à savoir la route de Taillefer, sur ou en crête de talus.

Ces parcelles sont identifiées en jaune sur le plan annexé à la présente délibération et désignées comme « proposition de cession à la Société du Domaine de Taillefer ».

Parcelles échangées par la SCI DOMAINE DE TAILLEFER pour une superficie totale estimée de 517 m². Ces parcelles sont constituées pour environ 512 m² de l'emplacement réservé numéroté C14 au PLU et destiné à améliorer la desserte de la zone d'activités de Taillefer, elle-même figurant dans les orientations particulières d'aménagement du PLU. A cela s'ajoute une parcelle de 5 m² située sur le talus du bas-côté de la route de Taillefer.

Ces parcelles sont identifiées en orange sur le plan annexé à la présente délibération et désignées comme « proposition de cession à la Commune de MONTUSSAN » et « emplacement réservé C14 ».

Monsieur le Maire précise que le différentiel de superficie dans le cadre de cet échange de terrain correspond au frais de géomètre et de notaire qui seront à la charge de la SCI DOMAINE DE TAILLEFER.

Monsieur le Maire après avoir présenté le dossier explique que la procédure administrative de gestion du domaine public impose de procéder à la constatation que ces terrains communaux ne font pas l'objet d'un usage par le public. Cette condition est remplie en l'espèce puisqu'il s'agit de bas-côté de voirie non affectés à l'usage du public puisque à l'état de talus. Eu égard à cette non affectation, le Conseil Municipal peut donc décider de procéder au déclassement de ces terrains du domaine public communal et à leur intégration dans le domaine privé de la Commune, sans recourir à une enquête publique.

Après déclassement, la commune pourra procéder à un échange de ces parcelles, dès lors qu'un numéro cadastral leur aura été affecté.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

D'ANNULER les dispositions de la délibération numérotée 2018-48 ;

DE CONSTATER la désaffectation du domaine public communal des parcelles en jaune et désignées comme « proposition de cession à la Société du Domaine de Taillefer » sur les plans joints à la présente délibération ;

D'AUTORISER le déclassement du domaine public communal des parcelles mentionnées à l'alinéa précédent ;

D'AUTORISER le projet d'échange de parcelles avec la SCI du Domaine de Taillefer, tel que présenté par Monsieur le Maire sans soulte mais avec prise en charge des frais de géomètre et de notaire par la SCI du Domaine de Taillefer ;

DE DONNER tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer tout document administratif et comptable relatif aux points ci-dessus décidés par le Conseil Municipal et notamment l'acte notarié.

7. DÉSIGNATION DU JURY D'ASSISES POUR L'ANNEE 2020

Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à procéder au tirage au sort de 6 personnes pour la liste préparatoire des jurés d'assises de l'année 2020.

DELIBERATION 2019-18 : DÉSIGNATION DU JURY D'ASSISES POUR L'ANNEE 2020

Conformément à la loi n° 78-788 du 28 juillet 1978, il convient de désigner les personnes en vue de dresser la liste préparatoire des jurés d'Assises pour l'année 2020. Le tirage au sort est effectué informatiquement sur la base du fichier électoral.

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

➤ **DE DÉSIGNER** les personnes figurant sur la liste préparatoire réglementaire dont un exemplaire est joint en annexe.

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

8. DELIBERATION DE RECOURS AU SERVICE DE REMPLACEMENT ET RENFORT DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE

DELIBERATION 2019-19 : DELIBERATION DE RECOURS AU SERVICE DE REMPLACEMENT ET RENFORT DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 25 ;

Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde propose un service de remplacement et renfort permettant aux collectivités du département de bénéficier, à leur demande, de l'affectation de personnel en vue de pallier l'absence momentanée de l'un de leurs agents, de pouvoir assurer des missions temporaires de renfort pour leurs services ou d'un portage administratif et salarial de contrat en contrepartie du paiement d'un forfait horaire ;

Considérant que la commune de MONTUSSAN adhère depuis plusieurs années à ce service mais que les modalités de recours à ce dernier ont évolué impliquant de signer une nouvelle convention-cadre avec le Centre de Gestion ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

DE POUVOIR RECOURIR en cas de besoin au service de remplacement et renfort proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer une convention-cadre d'adhésion au service proposé par le Centre de Gestion et à engager toute démarche nécessaire à l'intervention, en tant que de besoin, d'un agent de remplacement et renfort dans les services de la commune ;

D'INSCRIRE au budget les crédits correspondants en cas de recours à ce service.

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

9. CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE ET SAISONNIER D'ACTIVITES - AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SUR DES EMPLOIS NON PERMANENTS

DELIBERATION 2019-20 : CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE ET SAISONNIER D'ACTIVITES - AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SUR DES EMPLOIS NON PERMANENTS

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique et notamment les dispositions des articles 3 et 34 ;

Vu la délibération du Conseil municipal numérotée 2016-29 en date du 6 avril 2016 autorisant le recrutement d'agents non titulaires pour faire face à des vacances d'emploi ou à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

Considérant que les dispositions susvisées autorisent le recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents afin de faire face :

Soit à un accroissement temporaire d'activité (article 3 -1°) et ce pour une durée limitée de 12 mois sur une période de référence de 18 mois consécutifs ;

Soit à un accroissement saisonnier d'activité (article 3- 2°) et ce pour une durée limitée à 6 mois sur une période de référence de 12 mois consécutifs ;

Considérant que lesdits emplois doivent être créés par délibération prise en Conseil Municipal ;

Considérant la nécessité d'actualiser la délibération numérotée 2018-36 en date du 5 juillet 2018 ;

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide : **DE MAINTENIR** au tableau des effectifs des emplois non permanents pour un accroissement temporaire d'activité :

2 adjoints techniques à temps non complet affectés au service intérieur ;

3 adjoints d'animation à temps complet affectés au service animation ;

4 adjoints techniques à temps complet affectés au service intérieur.

DE CREER à compter de 2019 au tableau des effectifs des emplois non permanents pour un accroissement temporaire d'activité :

2 adjoints d'animation à temps non complet affectés au service animation ;

1 adjoint technique à temps complet affecté au service technique ;

1 adjoint administratif à temps complet affecté au service administratif.

DE MAINTENIR UNIQUEMENT au tableau des effectifs des emplois non permanents pour un accroissement saisonnier d'activité :

1 adjoint technique à temps non complet affecté au service intérieur ;

1 adjoint d'animation à temps complet affecté au service animation.

DE CREER à compter de 2019 au tableau des effectifs des emplois non permanents pour un accroissement temporaire d'activité :

1 adjoint d'animation à temps non complet affecté au service animation.

D'INSCRIRE l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet au budget ;

DE DONNER tout pouvoir à Monsieur le Maire afin de prendre toutes mesures administratives et comptables nécessaires à l'exécution de la présente décision.

10. APPLICATION DE LA REDEVANCE DU DOMAINE PUBLIC MODIFICATION

Monsieur le Maire indique que suite aux travaux de la place du centre bourg, il convient de fixer des nouveaux tarifs pour l'occupation du domaine public pour les commerces sédentaires et non sédentaires.

DELIBERATION 2019-21 : APPLICATION DE LA REDEVANCE DU DOMAINE PUBLIC MODIFICATION

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu délibération n°2018-81, le Conseil Municipal a modifié les tarifs

d'occupation du domaine public une redevance d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2019 ;

Considérant la nécessité de faire évoluer les tarifs instaurés par la délibération susvisées ;

Considérant qu'il appartient à Monsieur le Maire de fixer par arrêté les conditions générales des occupations privatives du domaine public, sans emprise, liées aux commerces fixes, mobiles ainsi qu'aux travaux, chantiers, animations, de façon à ce que les droits ouverts s'inscrivent dans le respect des principes de gestion et de préservation des espaces publics ainsi que des règles de sécurité publique et de circulation ;

Considérant que pour ces motifs, et dans le respect des lois garantissant la liberté du commerce, ainsi que pour la bonne gestion du domaine public, il convient de préciser les conditions d'occupation du domaine public et de déterminer notamment le montant de la redevance y afférente ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide avec application à compter du 1^{er} juin 2019 :

➤ **D'APPROUVER** les tarifs détaillés ci-après :

Catégorie	Nature de l'occupation	Tarif	Mode de taxation
COMMERCE SEDENTAIRES ET NON SEDENTAIRES	Terrasses	5 €	m ² / an
	Étalages	5 €	m ² / an
	Emplacement commerce non sédentaire	1,50 €	ml / demi-journée
		2 €	ml / jour
BRANCHEMENTS AUX RESEAUX	Alimentation électrique sur la borne de la place des commerces	3 €	unité / demi-journée
		5 €	unité / jour
MANIFESTATIONS	Manèges	30 €	unité / jour
	Cirques	70 €	unité / jour
	Manifestations avec un intérêt commercial	2 €	m ² / jour
	Ventes au déballage (brocantes, vide grenier) dont l'organisateur n'est pas une structure à but non lucratif	0,50 €	m ² / jour

➤ **D'APPROUVER** l'exonération de redevance pour les occupations suivantes :

- occupation ou utilisation comme condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous,
- occupation ou utilisation qui contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même,
- occupation ou utilisation par des associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

➤ **DE PRECISER** que pour toute première demande d'occupation pour un commerce sédentaire ou non sédentaire, la redevance sera calculée au prorata du temps restant à courir jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

➤ **DE DECIDER** que toute occupation du domaine public sans titre fera l'objet d'une indemnisation versée par l'occupant à la Ville compensant les revenus qu'elle aurait pu percevoir d'une occupation régulière.

➤ **DE DONNER** à Monsieur le Maire tout pouvoir pour prendre toutes mesures administratives et comptables inhérentes à la présente décision.

11. ENCARTS PUBLICITAIRES DANS LA LETTRE DE RENTREE

Monsieur le Maire laisse la parole à Madame Pascale CHAZELLE, laquelle indique qu'une lettre de rentrée sera diffusée en septembre 2019 qui sera financée par l'insertion d'encarts publicitaires. Il est proposé de maintenir le tarif de l'an passé, soit 70€ par encart.

DELIBERATION 2019-22 : ENCARTS PUBLICITAIRES DANS LA LETTRE DE RENTREE

Monsieur le Maire rappelle que le magazine municipal est réalisé en régie et ce depuis le numéro de mars 2015. Une lettre de rentrée diffusée à la fin du mois d'août sur laquelle sont intégrés des encarts publicitaires est quant à elle diffusée depuis 2017.

Pour les prochaines lettres de rentrée, il est proposé de maintenir le prix de chaque encart publicitaire à 70 € (une nouvelle délibération pourra venir modifier ce tarif).

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

DE VALIDER le tarif de 70 € par encart publicitaire proposé par Monsieur le Maire,

DE DONNER à Monsieur le Maire tout pouvoir pour prendre toutes mesures administratives et comptables inhérentes à la présente décision.

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

12. FORUM DES ASSOCIATIONS 2019 : FIXATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION

Monsieur le Maire indique que cette année le forum des associations se tiendra le samedi 14 septembre 2019. Il propose un tarif unique de restauration à 16 € et une gratuité de 2 repas par association participante ainsi qu'aux élus ayant travaillé à l'organisation de cette manifestation et aux invités extérieurs à la commune.

DELIBERATION 2019-23 : FORUM DES ASSOCIATIONS 2019 : FIXATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune organise tous les 2 ans un Forum des Associations permettant une rencontre entre les administrés et les associations communales. En 2019, cette manifestation est programmée pour le samedi 14 septembre 2019.

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Une restauration sera organisée sur site, pour laquelle Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de fixer le prix d'un repas à 16 €.

Il propose également d'offrir 2 repas à chaque association présente ainsi qu'aux élus ayant travaillé à l'organisation de cette manifestation et aux invités extérieurs à la commune.

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

D'APPROUVER la gratuité de 2 repas par association présente, ainsi que celle pour les élus ayant travaillé à l'organisation de cette manifestation et pour les invités extérieurs à la commune ;

DE FIXER le prix d'un repas à 16 € ;

DE DONNER tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces se rapportant à la présente décision.

13. REMBOURSEMENT D'UN COMPOSTEUR A MADAME BRIGITTE RICHER ET A MADAME LYDIE BERNARD

Monsieur le Maire donne lecture de deux demandes de remboursement suite à l'achat de composteurs.

DELIBERATION 2019-24 : REMBOURSEMENT D'UN COMPOSTEUR A MADAME BRIGITTE RICHER ET A MADAME LYDIE BERNARD

Vu la délibération de la Commune numérotée 2015-44,

Vu la Convention de mandat pour la gestion du dispositif d'aide aux particuliers s'équipant d'un composteur de déchets, signée entre le S.I.V.O.M. Rive Droite et la commune de MONTUSSAN,

Vu la facture présentée par Madame Brigitte RICHER pour l'achat d'un composteur jointe à la présente délibération,

Vu la facture présentée par Madame Lydie BERNARD pour l'achat d'un composteur jointe à la présente délibération,

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la délibération numérotée 2015-44 par laquelle la commune de MONTUSSAN validait la reconduction du dispositif d'aide à l'achat d'un composteur. Cette aide d'un montant maximal de 40 € par foyer était répartie comme suit : 10 € à la charge de la commune de MONTUSSAN et 30 € pris en charge par le S.I.V.O.M. Rive Droite.

Conformément à la réglementation en vigueur relative aux subventions versées à des personnes de droit privé et afin de pouvoir procéder au remboursement de cet achat, il convient de délibérer concernant les dossiers de demande de remboursement déposés par Madame Brigitte RICHER et par Madame Lydie BERNARD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

D'APPROUVER le remboursement de la somme de 40 € à Madame Brigitte RICHER et de 35.90 € à Madame Lydie BERNARD pour l'achat de leur composteur respectif ;

D'EMETTRE à l'encontre du S.I.V.O.M. Rive Droite un titre de recette d'un montant de 60 € conformément à la Convention de mandat susvisée ;

DE DONNER tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces administratives et comptables relatives à cette décision.

14. QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire indique que le jeudi 4 juillet prochain à 16 heures aura lieu la pose de la première pierre de la résidence de Logévie où l'ensemble du conseil est convié.

Madame Maria Concepción LAURENT a participé au compte-rendu de la manifestation Lis Tes Ratures à la Communauté des Communes ce jour. Le bilan est positif avec un peu plus de 3000 visiteurs et il est à souligner le très bon accueil de la part des bénévoles sur l'ensemble du salon.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h50.

A Montussan, le 11 juin 2019.



Le Maire, Frédéric DUPIC